

Québec, le 9 mars 2016

Monsieur Jean-Marc Fournier
Leader parlementaire du gouvernement
Cabinet du leader parlementaire du gouvernement
Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires, 1^{er} étage, bureau 1.39
Québec (Québec) G1A 1A4

Cher collègue,

Je fais suite aux questions inscrites au Feuilleton du 9 février 2016 par la députée de Hochelaga-Maisonneuve relativement à des déplacements à l'extérieur du Québec de certains membres du Conseil exécutif.

Les questions posées par la députée de Hochelaga-Maisonneuve portent sur les éléments suivants qui sont afférents à ces déplacements :

1. Liste des personnes accompagnant le représentant du Gouvernement du Québec lors de son déplacement à l'extérieur du Québec;
2. L'ensemble des dépenses reliées au déplacement ainsi qu'à sa préparation;
3. Le programme complet du déplacement;
4. La liste des personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie;
6. L'itinéraire complet du déplacement ainsi que le détail du mode de transport;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

Pour ce qui est de la liste des personnes accompagnant le représentant du Gouvernement du Québec lors de chacun de ces déplacements, cette information se trouve dans un document que vous trouverez joint en annexe.

En ce qui concerne les dimensions financières et budgétaires des déplacements à l'étranger des membres du Conseil des ministres, je rappelle que chaque Ministère publie à chaque trimestre l'ensemble des données pertinentes sur son site Internet. Pour les déplacements à l'extérieur du Québec effectués en janvier 2016, les données

Gouvernement du Québec
La ministre des Relations internationales
et de la Francophonie

relatives aux dépenses afférentes seront accessibles le 16 mai, dans le cadre de la divulgation des données relatives aux activités du 4^e trimestre de l'année fiscale 2015-2016.

Je vous invite à consulter les hyperliens qui vous dirigeront vers les sections pertinentes des sites du ministère du Conseil exécutif : <http://www.acces.mce.gouv.qc.ca/depenses/deplacement/dep-hors-qc.asp>, du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation : <https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/le-ministere/acces-information/renseignements-relatifs-aux-depenses/#c55045> et du ministère des Relations internationales et de la Francophonie : <http://www.mrif.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/divulgation-renseignements-relatifs-depenses>

La liste des personnes rencontrées lors des déplacements à l'étranger des représentants du Gouvernement du Québec se trouve également en annexe. Il est à noter que certaines informations relatives à ces entretiens n'ont pas été communiquées, puisque leur divulgation pourrait porter préjudice aux relations entre le Québec et d'autres gouvernements ou porter atteinte aux intérêts du Québec à l'égard d'enjeux de commerce ou d'investissement. Ces considérations sont reconnues aux articles 18 et 19, ainsi qu'aux articles 22 à 25, de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, LRQ, c. A-2.1.

En ce qui concerne la requête visant à obtenir copie des cartes professionnelles des personnes rencontrées, ces documents contiennent des informations personnelles appartenant à des tiers qui ne peuvent pas être diffusées.

Enfin, vous trouverez ci-joint les communiqués relatifs aux missions à l'étranger des membres du Gouvernement du Québec, qui font état des réalisations et des retombées de celles-ci.

En espérant le tout à votre entière satisfaction, je vous prie d'agréer, cher collègue, l'expression de ma considération distinguée.



Christine St-Pierre

ANNEXE

Déplacements du premier ministre du Québec, M. Philippe Couillard

Davos (Suisse), du 20 au 23 janvier 2016

Délégation :

M. Philippe Couillard, premier ministre du Québec
M. Jacques Daoust, ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations
Mme Johanne Whittom, directrice de cabinet associée et conseillère principale, cabinet du premier ministre
M. Harold Fortin, directeur des communications et porte-parole du premier ministre, cabinet du premier ministre
Mme Brigitte Fortier, directrice des opérations et du protocole, cabinet du premier ministre
M. Alexis Landreville, conseiller économique, cabinet du premier ministre
M. Guillaume Garon, technicien en informatique, ministère du Conseil exécutif
M. Patrick Lachance, photographe/ vidéaste, ministère du Conseil exécutif
M. Michel Lafleur, sous-ministre adjoint aux affaires bilatérales, ministère des Relations internationales et de la Francophonie
Mme Marilou Giguère, responsable du secrétariat, ministère des Relations internationales et de la Francophonie
M. Gaëtan-Philippe Beauillère, attaché de presse, Délégation générale du Québec à Paris
M. David Provencher, conseiller politique, cabinet du ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations
M. Pierre-Gabriel Côté, président-directeur général, Investissement Québec
M. Éric Dequenne, directeur des filiales de sociétés étrangères, Vice-présidence principale aux affaires étrangères, Investissement Québec
M. Luigi Ambrosio, coordonnateur du programme économique, Vice-présidence principale aux affaires étrangères, Investissement Québec
Mme Chantal Corbeil, porte-parole, Investissement Québec

Activités/ entretiens effectués :

- Participation au Forum économique mondial (WEF) :
 - Participation du premier ministre à l'atelier *Canada's Global Pivot*
 - Présence du premier ministre à l'allocution *The Canadian Opportunity* du premier ministre du Canada, M. Justin Trudeau
 - Présence du premier ministre à l'atelier *Preparing the Financial Markets for Climate Change Risks*
- Annonces économiques avec les représentants des sociétés :
 - Tata Steel et Tata Sons
 - Exagon-Peugeot
 - Medtronic
 - Nestlé Skin Health - Galderma

- Entretiens avec :
 - Le ministre des Finances du Canada, M. William Francis Morneau
 - Le gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Mark J. Carney
 - La vice-présidente et conseillère fédérale du Département fédéral de l'Environnement, des transports, de l'énergie et de la communication de la Confédération suisse, Mme Doris Leuthard
 - Des représentants d'entreprises, sur des projets d'affaires en cours ou à venir.

Milan (Italie), du 23 au 26 janvier 2016

Délégation :

M. Philippe Couillard, premier ministre du Québec

Mme Johanne Whittom, directrice de cabinet associée et conseillère principale, cabinet du premier ministre

M. Harold Fortin, directeur des communications et porte-parole du premier ministre, cabinet du premier ministre

Mme Brigitte Fortier, directrice des opérations et du protocole, cabinet du premier ministre

M. Guillaume Garon, technicien en informatique, ministère du Conseil exécutif

M. Patrick Lachance, photographe/ vidéaste, ministère du Conseil exécutif

M. Michel Lafleur, sous-ministre adjoint aux affaires bilatérales, ministère des Relations internationales et de la Francophonie

Mme Marilou Giguère, responsable du secrétariat, ministère des Relations internationales et de la Francophonie

M. Gaëtan-Philippe Beaulière, attaché de presse, Délégation générale du Québec à Paris

Mme Chantal Gagnon, attachée aux affaires francophones, Délégation générale du Québec à Paris

Mme Amalia Daniela Renosto, déléguée du Québec à Rome

Activités/ entretiens effectués :

- Conférence du premier ministre sur le thème « Les relations économiques entre le Québec et l'Italie, le Plan Nord et la Stratégie maritime du Québec » sous l'égide de la Confindustria Lombardia et de la région Lombardie
- Entretiens avec :
 - Le président de l'Université Bocconi, le sénateur Mario Monti
 - Le recteur de l'Université Bocconi et président de la Bourse de Milan, M. Andrea Sironi
 - Le président de la Confindustria Lombardia, M. Alberto Ribolla
 - Le député-questeur de la Chambre des députés de la République italienne, M. Stefano Dambruoso
 - Le vice-président de la Région Lombardie, M. Fabrizio Sala
 - Le vice-président d'Assolombarda, M. Alessandro Spada

- Le membre de la *Giunta* (organe exécutif) de la Chambre de commerce de Milan, Mme Erica Corti
- Le journal économique *Il Sole 24 Ore*
- Le journal quotidien *La Gazzetta del Mezzogiorno*

**Déplacements du ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations,
M. Jacques Daoust
Davos (Suisse), du 20 au 23 février 2016**

Délégation :

Voir ci-dessus (mission du premier ministre du Québec à Davos)

Activités et entretiens effectués :

Voir ci-dessus (mission du premier ministre du Québec à Davos)

Bruxelles (Belgique), du 23 au 26 janvier 2016

M. Jacques Daoust, ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations

M. David Provencher, conseiller politique auprès du ministre

Me Pierre Marc Johnson, négociateur en chef du Québec

M. Michel Audet, délégué général du Québec à Bruxelles

Activités/ entretiens effectués :

- Entretiens avec :
 - Le président- directeur-général du CEO European Services Forum, M. Pascal Kerneis
 - Le vice-président du gouvernement wallon et ministre de l'Économie, de l'Industrie, l'Innovation et du Numérique, M. Jean-Claude Marcourt
 - Le président de la Commission du Commerce international du Parlement européen
 - L'ambassadeur du Canada auprès de l'Union européenne, M. Dan Costello

Détroit (États-Unis d'Amérique), les 12 et 13 janvier 2016

M. Jacques Daoust, ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations

M. David Provencher, conseiller politique auprès du ministre

Activités/ entretiens effectués :

- Participation à la 15^e réunion du Conseil du Partenariat pour le secteur canadien de l'automobile
- Entretiens avec :
 - Le ministre fédéral canadien de l'Innovation, de la Science et du Développement économique, M. Navdeep Bains

- Des représentants d'entreprises, sur des projets d'affaires en cours ou à venir.

**Déplacement de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie,
Mme Christine St-Pierre**

Bruxelles (Belgique), du 21 au 23 janvier 2016

Délégation :

Mme Christine St-Pierre, ministre des Relations internationales et de la Francophonie

Mme Annie Lagueux, attachée politique, bureau de la ministre

M. Michel Audet, délégué général du Québec à Bruxelles

Activités/ entretiens effectués :

- Prise de parole lors des Vœux du Nouvel An organisés par la Délégation générale du Québec à Bruxelles avec ses partenaires à Bruxelles
- Prise de parole lors d'une réunion des ambassadeurs francophones présidée par le délégué général du Québec à Bruxelles, M. Michel Audet
- Entretiens avec :
 - La vice-ministre-présidente de la Flandre et ministre des Affaires intérieures, de l'Intégration civique, de l'Économie sociale et de la Politique en matière de pauvreté et d'égalité des chances, Mme Liesbeth Homans
 - Le représentant permanent de l'Organisation internationale de la Francophonie à Bruxelles, M. Stéphane Lopez
 - Le bourgmestre de la Ville de Bruxelles, Yvan Mayeur
 - Le ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale, M. Rudi Vervoort
 - Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et européennes de Belgique, M. Didier Reynders
 - Le bourgmestre de Vilvoorde, M. Hans Bonte

Paris (France), du 23 au 26 janvier 2016

Délégation :

Mme Christine St-Pierre, ministre des Relations internationales et de la Francophonie

Mme Annie Lagueux, attachée politique, bureau de la ministre

M. Michel Robitaille, délégué général du Québec à Paris

Mme Line Beauchamp, représentante du Gouvernement du Québec au sein de la Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO

Activités/ entretiens effectués :

- Prise de parole lors d'une réunion des membres du Groupe des ambassadeurs francophones de l'UNESCO

- Entretiens avec :
 - La Secrétaire générale de la Francophonie, Mme Michaëlle Jean
 - Des représentants du secteur de la Communication et de l'Information de l'UNESCO
 - Des membres du conseil d'administration du Groupe des ambassadeurs francophones de France
 - Le magazine *ParisMontréal*



Premier ministre

[Accueil](#) [Actualités](#) [Communiqués](#) [Janvier 2016](#) 21 janvier 2016

Forum économique mondial

Près d'un demi-milliard d'investissements annoncés à Davos

Davos, Suisse, le 21 janvier 2016. – Le premier ministre du Québec, Philippe Couillard, a annoncé près de 500 millions de dollars d'investissements au cours d'une mission au Forum économique mondial, à Davos en Suisse, qui se conclut aujourd'hui. Le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations, Jacques Daoust, a également pris part à cette mission politique et économique des plus productives.

« Ces partenariats sont l'aboutissement de discussions débutées il y a plusieurs mois avec des entreprises étrangères de rang mondial. Pour notre gouvernement, le développement économique est une priorité quotidienne et les résultats obtenus lors de cette mission en sont la preuve. Nous avons fait valoir les avantages d'investir au Québec. Nous offrons un climat d'affaires propice à l'investissement, une main-d'œuvre qualifiée et un élément essentiel maintes fois souligné par les investisseurs : la stabilité politique et économique. Ces caractéristiques sont essentielles pour assurer le développement du Québec et particulièrement de nos régions », a déclaré le premier ministre.

Le premier ministre a assisté à la signature d'une entente de principe entre le gouvernement du Québec et TS Global Minerals Holdings, une entreprise du groupe Tata Steel, qui investira jusqu'à 400 millions de dollars au cours des deux prochaines années dans leur projet de mine de fer à enfournement direct réalisé à Schefferville sur la Côte-Nord.

Il a également annoncé l'attribution d'un soutien financier à un projet de recherche et développement qui permettra le partage d'expertise dans le domaine des composants pour véhicules électriques haute performance. Dans le cadre de cette initiative, une coentreprise formée de PSA Peugeot Citroën, de la PME française Exagon Motors, d'Investissement Québec et d'IndusTech, la filiale d'Hydro-Québec, réalisera une étude de préféabilité estimée à 30,8 millions de dollars.

Le premier ministre a en outre fait l'annonce d'une aide financière non remboursable de 418 000 \$ à Nestlé Skin Health pour sa division médicale Galderma. Cette subvention permettra la réalisation d'un investissement évalué à 46 millions de dollars visant à agrandir l'usine de l'entreprise à Baie-D'Urfé et à accroître sa capacité de production. À terme, ce projet engendra 65 emplois spécialisés.

Enfin, il a annoncé l'attribution de 1,25 million de dollars, par l'entremise d'Investissement Québec, à l'entreprise Medtronic Cryocath. Ce montant servira à un projet d'expansion de 10,7 millions de dollars qui créera 47 emplois à Montréal au cours des trois prochaines années.

Des rencontres porteuses

À Davos, le premier ministre et le ministre Daoust ont multiplié les entretiens avec des décideurs économiques. Ces échanges leur ont permis de prendre le pouls de l'économie mondiale et de promouvoir le Québec comme destination d'affaires de premier ordre.

« Au-delà des ententes conclues à Davos, nous avons également noué des liens solides avec de nombreuses entreprises désireuses d'investir chez nous. La réussite de la présence québécoise à Davos repose également sur ces discussions que nous avons débuté ici et qui donneront des résultats au cours des prochains mois », a ajouté le ministre Daoust.

Le Québec participe au Forum économique mondial de Davos depuis près de 30 ans. De nombreux chefs d'État et de gouvernement, dirigeants de grandes entreprises, experts et représentants d'organisations internationales et de la société civile participent chaque année à cet événement.

-30-

Mise en ligne : 21 janvier 2016



Premier ministre

[Accueil](#) [Actualités](#) [Communiqués](#) [Janvier 2016](#) 21 janvier 2016

Croissance du secteur des technologies médicales

Québec appuie la réalisation d'un projet de Medtronic de 10,7 M\$

Davos, Suisse, le 21 janvier 2016. – En marge du Forum économique mondial de Davos, le premier ministre du Québec, Philippe Couillard, accompagné du ministre de l'Économie, de l'Innovation, et des Exportations, Jacques Daoust, a confirmé la participation du gouvernement du Québec à un projet de Medtronic visant le rapatriement et la consolidation d'activités de production d'instruments d'ablation.

Une contribution financière non remboursable de 1,25 million de dollars est ainsi attribuée à l'entreprise, par l'entremise d'Investissement Québec, afin d'appuyer la réalisation de ce projet d'expansion de 10,7 millions de dollars qui créera 47 emplois au cours des trois prochaines années.

« Medtronic Cryocath est un acteur important du secteur des technologies médicales et un atout majeur pour l'industrie québécoise des sciences de la vie. Notre participation à ce projet et la mise sur pied d'un groupe de travail sur les sciences de la vie confirment l'engagement de mon gouvernement à soutenir l'industrie afin que le Québec demeure un lieu propice à la réalisation d'investissements importants pour notre économie », a rappelé le premier ministre Philippe Couillard.

Le projet annoncé aujourd'hui permettra également de consolider les activités de Medtronic Cryocath, qui compte plus de 400 employés, en un seul site à Pointe-Claire, lequel deviendra le centre d'excellence mondial dans le traitement par cathéters de la fibrillation auriculaire, un type d'arythmie cardiaque. Il intégrera les activités de production, de R D et d'enseignement des techniques de traitement par cathéters en étroite collaboration avec l'Institut de cardiologie de Montréal.

« Grâce à cette initiative, l'entreprise pourra créer une synergie sur les plans de l'expertise en R-D, de la production de cathéters ainsi que de l'enseignement des méthodes de traitement utilisant la radiofréquence et la cryoablation. C'est donc avec beaucoup de fierté que nous appuyons sa croissance au Québec et que nous contribuons à l'essor du secteur québécois des sciences de la vie, qui est un moteur de notre économie », a mentionné le ministre Jacques Daoust.

« Montréal est à l'origine de l'innovation qui a mené à la création du système de cryoablation de pointe Arctic Front. Au nom de Medtronic, je voudrais remercier le gouvernement du Québec de son importante contribution à l'expansion des activités de formation, de recherche et développement et de fabrication de Medtronic Cryocath, a déclaré Michael J. Coyle, vice-président directeur et président du groupe cardiaque et vasculaire au sein de Medtronic. En regroupant nos activités à Montréal, nous allons tirer profit du secteur en pleine expansion des sciences de la vie du Québec, de sa main-d'œuvre qualifiée et de son réseau de centres de recherche et d'hôpitaux universitaires de classe mondiale. »

-30-

Mise en ligne : 21 janvier 2016



Premier ministre

[Accueil](#) [Actualités](#) [Communiqués](#) [Janvier 2016](#) 21 janvier 2016

Création de 65 emplois dans le secteur pharmaceutique québécois

Québec participe à un important projet de 46 millions de dollars de Nestlé Skin Health au Canada

Davos, Suisse, le 21 janvier 2016. – En marge du Forum économique mondial de Davos, le premier ministre du Québec, Philippe Couillard, accompagné du ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations, Jacques Daoust, a annoncé l'attribution d'une contribution financière non remboursable de 418 000 \$ à Nestlé Skin Health pour sa division médicale Galderma. Ce montant appuiera la réalisation d'un projet d'investissement évalué à 46 millions de dollars visant à agrandir l'usine de l'entreprise et à accroître sa capacité de production. À terme, 65 emplois spécialisés s'ajouteront aux 315 emplois actuels.

« Le Québec est un endroit propice à la réalisation d'investissements majeurs, notamment dans les sciences de la vie. Notre industrie possède en effet des forces indéniables telles que des chercheurs et des infrastructures de recherche de haut niveau, des chefs de file reconnus mondialement de même qu'une main-d'œuvre compétente et talentueuse. À ces atouts ajoutons la stabilité économique et politique qui contribue également à la création d'un environnement favorable à la croissance des entreprises et à l'augmentation de leur capacité d'innovation et de production », a affirmé le premier ministre Philippe Couillard.

Située à Baie-D'Urfé, l'usine Galderma est l'un des six centres de production de Nestlé Skin Health, un des chefs de file mondiaux spécialisés dans la recherche, le développement et la commercialisation de solutions innovantes pour la santé de la peau, des cheveux et des ongles. En accroissant sa capacité de production annuelle, l'usine sera en mesure de répondre à la demande pour les produits de marques phares tels que ceux de la gamme CetaphilMD.

« Notre appui à cette initiative générera des retombées importantes pour le Québec et son secteur pharmaceutique. Notre gouvernement déploie les efforts nécessaires pour susciter la réalisation de projets porteurs pour l'économie québécoise et pour favoriser l'essor de l'industrie des sciences de la vie au Québec », a souligné le ministre Jacques Daoust.

« Notre usine de Baie-D'Urfé est un élément important de notre outil industriel à travers le monde. Nous sommes heureux de pouvoir continuer à y développer notre présence, afin de pouvoir répondre à la demande de nos clients du continent nord-américain notamment », a affirmé Cécile Dussart, vice-présidente chargée des opérations à Nestlé Skin Health.

-30-

Mise en ligne : 21 janvier 2016



Premier ministre

[Accueil](#) [Actualités](#) [Communiqués](#) [Janvier 2016](#) 20 janvier 2016

Projet de mine de fer à enfournement direct à Schefferville

Québec signe une entente de principe avec TS Global Minerals Holdings

Davos, Suisse, le 20 janvier 2016. – En marge du Forum économique mondial de Davos, le premier ministre du Québec, Philippe Couillard, accompagné du ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations, Jacques Daoust, a annoncé la signature d'une entente de principe entre le gouvernement du Québec et TS Global Minerals Holdings, une entreprise du groupe Tata Steel.

Cette initiative devrait mener, d'ici le 31 mars 2016, à une prise de décision concernant une participation gouvernementale dans le projet de mine de fer à enfournement direct (projet DSO) réalisé à Schefferville, dans la région de la Côte-Nord. Les parties ont également convenu de collaborer à la mise en place de conditions mutuellement favorables aux activités de transit du minerai de fer à partir de la jonction Arnaud jusqu'au quai multiusager du port de Sept-Îles.

« À ce jour, le groupe Tata Steel nous a fait la démonstration de sa responsabilité sociétale en veillant notamment à la participation active des communautés locales dans la réalisation de son projet, en particulier celle des communautés autochtones. C'est d'ailleurs un des principes moteurs du Plan Nord et un des facteurs qui motivent notre volonté d'entamer des discussions en vue de devenir un partenaire de premier plan dans la mise en valeur des gisements de l'entreprise », a soutenu le premier ministre Philippe Couillard.

Tata Steel, par l'entremise de sa filiale Tata Steel Minerals Canada, réalise actuellement un projet de mine de fer à enfournement direct à Schefferville, dans lequel l'entreprise a investi plus de 1 milliard de dollars. Elle entend par ailleurs effectuer d'autres investissements, en collaboration avec le gouvernement du Québec, pour continuer la mise en valeur des gisements de son projet DSO situés au Québec.

« En plus d'engendrer des retombées économiques considérables pour le Québec, le projet DSO contribue à dynamiser la ville de Schefferville, grâce entre autres à des investissements importants dans les infrastructures communautaires. L'entreprise est également un partenaire majeur dans la construction du quai multiusager du port de Sept-Îles et contribue à l'activité industrielle dans la région de la Côte-Nord », a souligné le ministre Jacques Daoust.

« L'accord de principe conclu aujourd'hui avec le gouvernement du Québec est une étape importante pour Tata Steel. Nous espérons établir un partenariat économique durable et mutuellement avantageux avec le gouvernement du Québec », a déclaré M. T.V. Narendran, directeur général de Tata Steel (Inde et Asie du Sud-Est), après la signature de l'accord de principe.

Koushik Chatterjee, directeur principal du groupe Tata Steel (finances et affaires générales), a déclaré : « Nous sommes heureux d'explorer les possibilités de collaboration avec le gouvernement du Québec en cette période difficile pour l'industrie minière. Tata Steel continue de soutenir les collectivités de la région de Schefferville et entretient également des relations cordiales avec le gouvernement et d'autres intervenants au Québec. »

-30-

Mise en ligne : 20 janvier 2016



Premier ministre

[Accueil](#) [Actualités](#) [Communiqués](#) [Janvier 2016](#) 20 janvier 2016

Le Québec roule vers une expertise de pointe en voiture électrique

Davos, le 20 janvier 2016. – En marge du Forum économique mondial de Davos, le premier ministre du Québec, Philippe Couillard, accompagné du ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations, Jacques Daoust, et du ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique du Canada, l'honorable Navdeep Bains, a annoncé l'attribution d'un soutien financier de 16 millions de dollars canadiens afin d'appuyer la réalisation au Québec, en partenariat avec PSA Peugeot Citroën, Exagon Motors, Investissement Québec et IndusTech, une filiale d'Hydro-Québec, d'une initiative innovante de recherche et développement visant le partage d'expertise dans le domaine des composants pour véhicules électriques haute performance.

L'apport gouvernemental consiste en une prise de participation de 10 millions de dollars et en un prêt de 6 millions de dollars. À ces sommes s'ajoute une contribution d'Hydro-Québec de 4 millions de dollars, en plus des services offerts par sa filiale TM4 pour le développement d'une motorisation électrique.

« Mon gouvernement entend faire du Québec un chef de file en matière d'électrification des transports. Notre engagement dans le projet annoncé aujourd'hui et le Plan d'action en électrification des transports 2015-2020 constituent un pas de plus dans le développement du secteur de l'auto électrique et permettront d'étendre la culture d'innovation au Québec », a affirmé le premier ministre Philippe Couillard.

La coentreprise ainsi formée compte PSA Peugeot Citroën, la PME française Exagon Motors, Investissement Québec ainsi qu'IndusTech, la filiale d'Hydro-Québec, agissant comme actionnaires. Son premier mandat sera de réaliser une étude de préfaisabilité estimée à 30,8 millions de dollars. Cette étude pourrait mener, dans un premier temps, au développement de composants pour véhicules électriques haute performance.

« Le gouvernement du Canada est résolu à promouvoir l'innovation au sein de l'économie canadienne et à faire valoir son rôle visant à encourager les nouveaux investissements, l'exportation et la croissance. Le soutien financier accordé à la coentreprise formée de PSA Peugeot Citroën, Exagon Motors, Investissement Québec et Hydro-Québec, est un exemple probant que nous sommes déterminés à soutenir les entreprises qui misent sur l'innovation et la collaboration, » a déclaré l'honorable Navdeep Bains, ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique.

« Ce projet est une retombée concrète de notre mission à Londres en 2014, au cours de laquelle j'ai pu rencontrer cette compagnie prometteuse afin de l'attirer au Québec. Notre appui à cette initiative est une occasion de croissance unique pour la filière québécoise des véhicules électriques. Elle permettra au Québec et à ses entreprises d'acquérir une expertise de pointe auprès d'acteurs clés du secteur automobile mondial et engendrera des retombées économiques pour l'ensemble du Québec », a déclaré le ministre Jacques Daoust.

PSA Peugeot Citroën apporterait son expertise pour l'intégration automobile de ces composants, dont il deviendrait le principal client pour la diffusion mondiale. Carlos Tavares, président du directoire, a ainsi souligné que « cet accord avec Investissement Québec, Exagon Motors et Hydro-Québec démontre l'agilité de notre groupe à saisir toutes les occasions qui contribuent à renforcer son avance technologique. Ce partenariat souligne également l'intérêt de notre entreprise pour le développement de composants pour véhicules hybrides et électriques de haute performance. »

Exagon Motors, pionnier des chaînes de traction électrique à haute performance, conçoit, assemble et met au point des véhicules électriques de compétition et développe des plateformes technologiques innovantes pour différents fabricants d'équipement d'origine (OEM). « Je me réjouis à l'avance de ce partenariat unique qui nous permettra de proposer une technologie qui réconcilie performance et environnement, et où le plaisir et la passion pour l'automobile seront présents. Cette formidable aventure, qui a pris naissance entre les murs d'Exagon, se concrétise grâce à la détermination sans faille de chaque partenaire, notamment PSA Peugeot Citroën et Investissement Québec, ce dernier ayant été un véritable catalyseur pour le projet », a ajouté Luc Marchetti, président d'Exagon Motors.

« Lorsque nous avons rencontré Exagon Motors et PSA Peugeot Citroën, nous avons vu immédiatement le lien naturel entre leur projet et les possibilités offertes par le Québec pour sa réalisation. Notre énergie propre et renouvelable, notre base industrielle dans le transport et particulièrement notre expertise de pointe provenant de l'aérospatiale ont notamment été des atouts majeurs dans la réalisation de ce projet hors du commun », a ajouté Pierre Gabriel Côté, président-directeur général d'Investissement Québec.

« Hydro-Québec est heureuse de soutenir un projet concret dans le secteur de l'électrification des transports, une priorité pour notre entreprise. Nous sommes très actifs dans ce secteur avec notamment le Circuit électrique, notre réseau de recharge public, et nos technologies de pointe développées à l'Institut de recherche d'Hydro-Québec. L'intérêt d'un grand constructeur comme PSA Peugeot Citroën pour les produits de TM4 témoigne de leur qualité et de leur réputation enviable à l'échelle internationale », a mentionné Éric Martel, président-directeur général d'Hydro-Québec.

Pour en savoir davantage sur le Plan d'action en électrification des transports 2015-2020, consultez le site Web à l'adresse suivante : transportselectriques.gouv.qc.ca.

Relations
internationales
et Francophonie

Québec 

La ministre St-Pierre participera à une mission politique en Belgique et en France

Québec, le 21 janvier 2016 - La ministre des Relations internationales et de la Francophonie, Christine St-Pierre, entame aujourd'hui une mission politique qui la mènera en Belgique (Bruxelles) et en France (Paris) jusqu'au 26 janvier 2016. Cette mission s'inscrit notamment dans le cadre du nouveau mandat que lui a confié le premier ministre Philippe Couillard de poursuivre les efforts de collaboration avec les partenaires du Québec en matière de lutte contre la radicalisation. La question de l'accueil et de l'intégration des migrants, de même que le projet d'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne occuperont également une place importante lors de cette mission.

En Belgique, la ministre participera à un événement soulignant les 70 ans de la Chambre de commerce Canada-Belgique-Luxembourg (CanCham), présidé par le ministre des Affaires étrangères et vice-premier ministre de la Belgique, Didier Reynders. M^{me} St-Pierre prendra la parole devant une centaine de gens d'affaires belges et luxembourgeois pour mettre en lumière le potentiel considérable d'accroissement des échanges entre le Québec, la Belgique et le Luxembourg. Elle s'entretiendra avec le vice-premier ministre Reynders et le secrétaire général adjoint chargé des questions économiques et mondiales du Service européen d'action extérieure, Christian Leffler. L'Accord économique et commercial global Canada - Union européenne sera au cœur des discussions.

« C'est le Québec qui, au départ, a instauré l'idée de cet accord qui constitue un outil précieux pour augmenter le commerce avec le continent européen. Le Québec demeure d'ailleurs à ce jour un ardent promoteur de sa ratification et de sa mise en œuvre rapide. Nous travaillons déjà à préparer nos entreprises afin qu'elles soient prêtes à tirer pleinement profit des retombées de cet accord unique et ambitieux », a mentionné la ministre.

Rencontres d'importance à Paris

La ministre se rendra par la suite à Paris où elle rencontrera la secrétaire générale de la Francophonie, Michaëlle Jean, afin de poursuivre la concertation sur divers sujets d'importance, dont la tenue prochaine du Sommet d'Antananarivo, à Madagascar. Parmi les autres rencontres au programme, mentionnons un entretien avec des membres du Conseil d'administration du Groupe des ambassadeurs francophones de France qui lui permettra d'aborder la candidature de la ville de Sherbrooke pour la tenue des Jeux de la Francophonie. Mme St-Pierre participera également à un échange de vues sur le thème de l'Internet et de la radicalisation avec des hauts responsables du secteur de la Communication et de l'Information de l'UNESCO.

Pour en savoir plus sur les activités du Ministère, suivez-nous dans les médias sociaux :

- Facebook : <https://www.facebook.com/MRIQuebec/> 
- Twitter : https://twitter.com/MRIF_Quebec 
- LinkedIn : <http://bit.ly/1ISqqTn> 

Source :

Jack Roy

Conseiller politique

Cabinet de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie

Téléphone : 418 649-2319

Information :

Isabel Charron

Conseillère en communication

Direction des communications

Ministère des Relations internationales et de la Francophonie

Téléphone : 418 649-2400, poste 57819

Relations
internationales
et Francophonie

Québec 

Mission en Belgique et en France - Le Québec prêt à collaborer avec l'UNESCO pour accueillir un événement international sur la radicalisation

Québec, le 25 janvier 2016 - De passage à Paris dans le cadre d'une mission qui l'a également amené à Bruxelles pour discuter de questions de radicalisation, la ministre des Relations internationales et de la Francophonie, Christine St-Pierre, a exprimé l'intérêt du gouvernement du Québec de devenir l'hôte d'une importante conférence internationale d'experts sur le thème de la radicalisation menant à la violence et de l'Internet, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Ayant reçu du premier ministre le mandat de poursuivre les efforts de collaboration avec les partenaires internationaux du Québec pour lutter contre la radicalisation, la ministre a fait cette déclaration aujourd'hui à la suite d'une session de travail avec des représentants de la Division des Sociétés de Savoir, secteur de la Communication et de l'Information de l'UNESCO et la Présidente du Conseil intergouvernemental du Programme information pour tous (PIPT).

La ministre St-Pierre a aussi mentionné que M. Clément Duhaime, ancien administrateur de l'Organisation internationale de la francophonie de 2006 à 2015, serait appelé à agir à titre de chargé de mission pour la tenue de cet événement.

« Malgré notre tristesse à la suite des événements violents et tragiques des derniers mois, nous ne devons jamais accepter de plier devant ces actes terroristes et de faire des compromis sur nos valeurs de liberté, de démocratie et de tolérance. Le Québec entend nourrir la réflexion, la solidarité et le dialogue. Nous continuerons de travailler en étroite collaboration avec nos partenaires pour explorer des pistes de solution durables. La tenue d'une conférence internationale sur la radicalisation menant à la violence et l'Internet s'inscrirait précisément dans cette foulée », a déclaré la ministre.

En étant l'hôte d'un tel événement, le gouvernement québécois continuera de contribuer activement aux discussions globales sur cet enjeu et de mettre en valeur son expertise en matière de lutte contre la radicalisation. Il est à noter que lors de sa dernière visite à l'UNESCO, en juin 2015, la ministre a eu l'occasion de présenter le « Plan d'action gouvernemental 2015-2018 – La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble », qui a suscité un vif intérêt auprès de ses interlocuteurs.

« Le gouvernement du Québec a désigné la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent comme une priorité stratégique et a pris des moyens d'action convaincants pour répondre rapidement et efficacement à ce phénomène. Notre plan gouvernemental en matière de lutte contre la radicalisation, lancé en juin 2015, a d'ailleurs été salué par bon nombre de nos partenaires internationaux. Nous voulons maintenant bâtir sur nos acquis et enrichir nos actions en échangeant avec des gouvernements, des décideurs, des experts, des chercheurs et des jeunes de partout dans le monde afin de cibler les meilleures pratiques et les politiques les plus efficaces », a conclu M^{me} St-Pierre.

Pour en savoir plus sur les activités du Ministère, suivez-nous dans les médias sociaux :

- Facebook : <https://www.facebook.com/MRIQuebec/> ↗
- Twitter : https://twitter.com/MRIF_Quebec ↗
- LinkedIn : <http://bit.ly/1ISqTn> ↗

Source :

François Caouette

Attaché de presse

Cabinet de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie

Téléphone : 418 649-2319

Information :

Isabel Charron

Conseillère en communication

Direction des communications

Ministère des Relations internationales et de la Francophonie

Téléphone : 418 649-2400, poste 57819

Relations
internationales
et Francophonie

Québec 

La ministre St-Pierre dresse un bilan positif de sa mission en Belgique et en France

Québec, le 27 janvier 2016 - La ministre des Relations internationales et de la Francophonie, Christine St-Pierre, revient satisfaite de sa mission de 5 jours qui l'a menée à Bruxelles et à Paris. La ministre a participé à plusieurs rencontres constructives, entre autres avec le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et européennes de Belgique, Didier Reynders, la secrétaire générale de la Francophonie, Son Excellence la très honorable Michaëlle Jean, des responsables de l'UNESCO ainsi que des représentants d'États membres, lesquelles rencontres ont contribué à consolider et à enrichir les relations déjà fructueuses entre le Québec et ses partenaires internationaux.

« Cette mission a permis de jeter les bases de nouveaux champs de collaboration sur des enjeux majeurs, dont la lutte contre la radicalisation. L'expertise du Québec a été soulignée dans ce domaine, et je me réjouis de constater que le dialogue que nous voulons instaurer sur la scène internationale trouve écho chez nos interlocuteurs. En effet, j'ai exprimé l'intérêt du gouvernement du Québec de devenir l'hôte d'une importante conférence internationale d'experts sur le thème de la radicalisation menant à la violence et de l'Internet, sous l'égide de l'UNESCO, afin de nourrir notre réflexion et d'élargir la portée de nos actions, notamment dans le cadre de notre Plan d'action gouvernemental sur la radicalisation », a déclaré M^{me} St-Pierre. La lutte contre la radicalisation a aussi été un élément significatif de l'entretien avec la secrétaire générale de la Francophonie.

Le programme de rencontres de la ministre lors de cette mission a été fort chargé et diversifié. Plusieurs enjeux d'intérêt commun ont été abordés, par exemple l'expertise du Québec en matière d'intégration des réfugiés en provenance de plusieurs régions du monde lors d'une rencontre avec des représentants du Groupe des ambassadeurs francophones, à Bruxelles. M^{me} St-Pierre a également eu l'occasion de s'entretenir avec le bourgmestre de Vilvoorde (Belgique), Hans Bonte, ainsi qu'avec le ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale, Rudi Vervoort, et le ministre de l'Aide à la jeunesse et des Maisons de justice de la Communauté française de Belgique, Rachid Madrane.

« Le gouvernement du Québec est très fier des relations solides qu'il a tissées avec ses partenaires au cours des dernières années. J'ai aussi constaté à quel point le Québec bénéficie d'une réputation enviable sur la scène européenne. Je suis confiante que le futur Accord économique et commercial global avec l'Union européenne nous permettra d'intensifier nos liens économiques, au bénéfice des partenariats que nous avons déjà construits ensemble », a conclu la ministre.

Pour en savoir plus sur les activités du Ministère, suivez-nous dans les médias sociaux :

- Facebook : <https://www.facebook.com/MRIQuebec/> 
- Twitter : https://twitter.com/MRIF_Quebec 
- LinkedIn : <http://bit.ly/1ISqqTn> 

Source :

François Caouette

Attaché de presse

Cabinet de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie

Téléphone : 418 649-2319

Information :

Isabel Charron

Conseillère en communication

Direction des communications

Ministère des Relations internationales et de la Francophonie

Téléphone : 418 649-2400, poste 57819

Relations
internationales
et Francophonie

Québec 

Mission en Belgique et en France - Le Québec prêt à collaborer avec l'UNESCO pour accueillir un événement international sur la radicalisation

Québec, le 25 janvier 2016 - De passage à Paris dans le cadre d'une mission qui l'a également amené à Bruxelles pour discuter de questions de radicalisation, la ministre des Relations internationales et de la Francophonie, Christine St-Pierre, a exprimé l'intérêt du gouvernement du Québec de devenir l'hôte d'une importante conférence internationale d'experts sur le thème de la radicalisation menant à la violence et de l'Internet, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Ayant reçu du premier ministre le mandat de poursuivre les efforts de collaboration avec les partenaires internationaux du Québec pour lutter contre la radicalisation, la ministre a fait cette déclaration aujourd'hui à la suite d'une session de travail avec des représentants de la Division des Sociétés de Savoir, secteur de la Communication et de l'Information de l'UNESCO et la Présidente du Conseil intergouvernemental du Programme information pour tous (PIPT).

La ministre St-Pierre a aussi mentionné que M. Clément Duhaime, ancien administrateur de l'Organisation internationale de la francophonie de 2006 à 2015, serait appelé à agir à titre de chargé de mission pour la tenue de cet événement.

« Malgré notre tristesse à la suite des événements violents et tragiques des derniers mois, nous ne devons jamais accepter de plier devant ces actes terroristes et de faire des compromis sur nos valeurs de liberté, de démocratie et de tolérance. Le Québec entend nourrir la réflexion, la solidarité et le dialogue. Nous continuerons de travailler en étroite collaboration avec nos partenaires pour explorer des pistes de solution durables. La tenue d'une conférence internationale sur la radicalisation menant à la violence et l'Internet s'inscrirait précisément dans cette foulée », a déclaré la ministre.

En étant l'hôte d'un tel événement, le gouvernement québécois continuera de contribuer activement aux discussions globales sur cet enjeu et de mettre en valeur son expertise en matière de lutte contre la radicalisation. Il est à noter que lors de sa dernière visite à l'UNESCO, en juin 2015, la ministre a eu l'occasion de présenter le « Plan d'action gouvernemental 2015-2018 – La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble », qui a suscité un vif intérêt auprès de ses interlocuteurs.

« Le gouvernement du Québec a désigné la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent comme une priorité stratégique et a pris des moyens d'action convaincants pour répondre rapidement et efficacement à ce phénomène. Notre plan gouvernemental en matière de lutte contre la radicalisation, lancé en juin 2015, a d'ailleurs été salué par bon nombre de nos partenaires internationaux. Nous voulons maintenant bâtir sur nos acquis et enrichir nos actions en échangeant avec des gouvernements, des décideurs, des experts, des chercheurs et des jeunes de partout dans le monde afin de cibler les meilleures pratiques et les politiques les plus efficaces », a conclu M^{me} St-Pierre.

Pour en savoir plus sur les activités du Ministère, suivez-nous dans les médias sociaux :

- Facebook : <https://www.facebook.com/MRIQuebec/>
- Twitter : https://twitter.com/MRIF_Quebec
- LinkedIn : <http://bit.ly/1ISqqTn>

Source :

François Caouette

Attaché de presse

Cabinet de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie

Téléphone : 418 649-2319

Information :

Isabel Charron

Conseillère en communication

Direction des communications

Ministère des Relations internationales et de la Francophonie

Téléphone : 418 649-2400, poste 57819

Relations
internationales
et Francophonie

Québec 

La ministre St-Pierre dresse un bilan positif de sa mission en Belgique et en France

Québec, le 27 janvier 2016 - La ministre des Relations internationales et de la Francophonie, Christine St-Pierre, revient satisfaite de sa mission de 5 jours qui l'a menée à Bruxelles et à Paris. La ministre a participé à plusieurs rencontres constructives, entre autres avec le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et européennes de Belgique, Didier Reynders, la secrétaire générale de la Francophonie, Son Excellence la très honorable Michaëlle Jean, des responsables de l'UNESCO ainsi que des représentants d'États membres, lesquelles rencontres ont contribué à consolider et à enrichir les relations déjà fructueuses entre le Québec et ses partenaires internationaux.

« Cette mission a permis de jeter les bases de nouveaux champs de collaboration sur des enjeux majeurs, dont la lutte contre la radicalisation. L'expertise du Québec a été soulignée dans ce domaine, et je me réjouis de constater que le dialogue que nous voulons instaurer sur la scène internationale trouve écho chez nos interlocuteurs. En effet, j'ai exprimé l'intérêt du gouvernement du Québec de devenir l'hôte d'une importante conférence internationale d'experts sur le thème de la radicalisation menant à la violence et de l'Internet, sous l'égide de l'UNESCO, afin de nourrir notre réflexion et d'élargir la portée de nos actions, notamment dans le cadre de notre Plan d'action gouvernemental sur la radicalisation », a déclaré M^{me} St-Pierre. La lutte contre la radicalisation a aussi été un élément significatif de l'entretien avec la secrétaire générale de la Francophonie.

Le programme de rencontres de la ministre lors de cette mission a été fort chargé et diversifié. Plusieurs enjeux d'intérêt commun ont été abordés, par exemple l'expertise du Québec en matière d'intégration des réfugiés en provenance de plusieurs régions du monde lors d'une rencontre avec des représentants du Groupe des ambassadeurs francophones, à Bruxelles. M^{me} St-Pierre a également eu l'occasion de s'entretenir avec le bourgmestre de Vilvoorde (Belgique), Hans Bonte, ainsi qu'avec le ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale, Rudi Vervoort, et le ministre de l'Aide à la jeunesse et des Maisons de justice de la Communauté française de Belgique, Rachid Madrane.

« Le gouvernement du Québec est très fier des relations solides qu'il a tissées avec ses partenaires au cours des dernières années. J'ai aussi constaté à quel point le Québec bénéficie d'une réputation enviable sur la scène européenne. Je suis confiante que le futur Accord économique et commercial global avec l'Union européenne nous permettra d'intensifier nos liens économiques, au bénéfice des partenariats que nous avons déjà construits ensemble », a conclu la ministre.

Pour en savoir plus sur les activités du Ministère, suivez-nous dans les médias sociaux :

- Facebook : <https://www.facebook.com/MRIQuebec/> 
- Twitter : https://twitter.com/MRIF_Quebec 
- LinkedIn : <http://bit.ly/1SqqTn> 

Source :

François Caouette

Attaché de presse

Cabinet de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie

Téléphone : 418 649-2319

Information :

Isabel Charron

Conseillère en communication

Direction des communications

Ministère des Relations internationales et de la Francophonie

Téléphone : 418 649-2400, poste 57819



Communiqué de presse

Mission du ministre Jacques Daoust à Détroit

Faire avancer le secteur automobile québécois

Détroit, le 13 janvier 2016 - Le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations, M. Jacques Daoust, a conclu aujourd'hui, en marge du North American International Auto Show, qui se tient à Détroit, une mission économique des plus fructueuses pour le secteur automobile québécois.

« Le Québec dispose d'atouts indéniables pour faire progresser l'industrie automobile, notamment des alumineries à la fine pointe de la technologie et un véritable bassin de fournisseurs, qui répond aux besoins des constructeurs de partout en Amérique du Nord. J'ai donc profité de mon passage à Détroit pour mettre en valeur ces forces du Québec lors d'entretiens avec les grands donneurs d'ordres de l'industrie », a déclaré Jacques Daoust.

À l'occasion de sa visite au Salon de l'automobile de Détroit, un des plus importants du monde, le ministre a pu prendre le pouls de l'industrie et constater les perspectives d'avenir qui s'offrent au Québec. Également, lors d'une rencontre de haut niveau organisée par le Conseil du Partenariat pour le secteur canadien de l'automobile, le ministre a pris la parole pour présenter les mesures mises en place dans le Plan d'action en électrification des transports 2015-2020 ainsi que dans la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium.

« Notre gouvernement s'est donné une vision claire pour développer la filière industrielle des véhicules électriques et celle de l'aluminium. Et nous souhaitons, plus que jamais, partager cette vision avec l'ensemble de l'industrie canadienne afin qu'ensemble, nous puissions faire prospérer davantage cet important secteur de notre économie », a ajouté Jacques Daoust.

Finalement, le ministre a profité de son passage à Détroit pour tenir une première rencontre bilatérale en personne avec son homologue fédéral, l'honorable Navdeep Bains, afin de faire avancer divers dossiers économiques communs.

- 30 -

Pour recevoir en temps réel les communiqués de presse du ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations, inscrivez-vous au fil RSS approprié au www.economie.gouv.qc.ca/rss.

Source(s) :

Melissa Turgeon
Attachée de presse
Cabinet du ministre de l'Économie, de
l'Innovation et des Exportations
Tél. : 514 499-2552

Renseignement(s) :

Jean-Pierre D'Auteuil
Responsable des relations médias
Direction des communications
Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des
Exportations
Tél. : 418 691-5698, poste 4868
Cell. : 418 559-0710

Contactez

Nos bureaux régionaux

Sans frais :

1 866 463-6642

Mise à jour le : 13 janvier 2016

Québec 

© Gouvernement du Québec, 2016

 economie.gouv.qc.ca

*Économie, Science
et Innovation*
Québec 



NOTRE EXPERTISE
VOTRE RÉUSSITE

Communiqué de presse

Mission en Europe

Le ministre Daoust à Bruxelles pour élargir les relations commerciales du Québec

Québec, le 26 janvier 2016 - Le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations, M. Jacques Daoust, a terminé ce matin une mission à Bruxelles au cours de laquelle il a fait la promotion des entreprises québécoises, en plus de faire valoir l'apport du Québec dans le cadre de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne. La présence à Bruxelles du ministre Daoust, lequel était accompagné de M. Pierre Marc Johnson, négociateur en chef du Québec, s'inscrivait dans une mission en Europe qui l'a aussi mené à Davos, en Suisse, à l'occasion du Forum économique mondial.

L'AECG est l'accord de libre-échange le plus important négocié par le Canada depuis l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Constitué à l'initiative du Québec, il offrira un accès privilégié à un marché de 500 millions de consommateurs. « Les entreprises québécoises doivent exploiter, au profit de la création de richesse et d'emplois, les nombreuses occasions d'affaires à venir grâce à cet accord historique. L'essor de notre économie passe nécessairement par l'augmentation de nos exportations, et ce, afin d'améliorer notre balance commerciale. Notre gouvernement déploie donc tous ses efforts en ce sens », a déclaré Jacques Daoust.

Lors de son passage à Bruxelles, le ministre Daoust s'est notamment entretenu avec le président-directeur général de l'European Services Forum, M. Pascal Kerneis, et avec M^{me} Maria Asenius, chef de cabinet de la commissaire au commerce de la Commission européenne, M^{me} Cecilia Malmström.

Il a également rencontré le président de la Commission du commerce international du Parlement européen, M. Bernd Lange, l'ambassadeur du Canada auprès de l'Union européenne, M. Daniel Costello, ainsi que le ministre de l'Économie, de l'Industrie, de l'Innovation, du Numérique, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias, M. Jean-Claude Marcourt. Enfin, le ministre Daoust a rencontré la directrice des relations internationales de Business Europe.

« Cette mission en Belgique a été l'occasion de présenter les priorités de notre gouvernement en matière de commerce extérieur et de consolider nos relations avec ce partenaire de premier plan du Québec. La conclusion positive des négociations entourant l'AECG laisse entrevoir la possibilité d'intensifier les liens économiques qui nous unissent alors que les échanges commerciaux avec ce pays seront appelés à croître au bénéfice de la vigueur de nos économies respectives », a conclu le ministre Daoust.

- 30 -

Pour recevoir en temps réel les communiqués de presse du ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations, inscrivez-vous au fil RSS approprié au www.economie.gouv.qc.ca/rss.

Source(s) :

Melissa Turgeon
Attachée de presse
Cabinet du ministre de l'Économie, de
l'Innovation et des Exportations
Tél. : 514 499-2552

Renseignement(s) :

Jean-Pierre D'Auteuil
Responsable des relations médias
Direction des communications
Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des
Exportations
Tél. : 418 691-5698, poste 4868
Cell. : 418 559-0710

Contactez

Nos bureaux régionaux

Sans frais :

1 866 463-6642

Mise à jour le : 26 janvier 2016

Québec

© Gouvernement du Québec, 2016

 economie.gouv.qc.ca

*Économie, Science
et Innovation*
Québec 



Premier ministre

[Accueil](#) [Actualités](#) [Communiqués](#) [Janvier 2016](#) 25 janvier 2016

Mission économique à Milan

Le milieu des affaires italien intéressé à renforcer les partenariats économiques avec le Québec

Milan, le 25 janvier 2016. – À l'occasion d'une allocution prononcée à la demande des membres de la Confindustria de la région Lombardie, un regroupement membre de la Confédération italienne des industriels, le premier ministre du Québec, Philippe Couillard, a invité les entreprises italiennes à visiter le Québec dans le cadre d'une mission économique. Cette présentation du premier ministre fait suite à une demande formulée par le président de Confindustria pour toute l'Italie, Giorgio Squinzi. Rappelons que la Confédération italienne des industriels est la principale organisation nationale des entreprises manufacturières et de services, laquelle regroupe sur une base volontaire près de 150 000 entreprises de toutes dimensions représentant au total plus de 5 millions de personnes.

« Depuis plus de 50 ans, les relations entre le Québec et l'Italie sont en croissance. Je veux que nous augmentions davantage nos échanges économiques avec ce pays. La stabilité politique et économique, l'accès à de vastes marchés nord-américains offert par le fleuve Saint-Laurent et le grand potentiel minier et énergétique révélé par le Nord québécois intéressent les investisseurs italiens qui souhaitent faire affaire en Amérique. Nous positionnons le Québec comme un partenaire incontournable entre l'Italie et l'Amérique du Nord. Le profil économique de la région italienne de la Lombardie est semblable à celui du Québec, et l'expertise recherchée de part et d'autre invite à davantage de maillages, d'échanges et de partenariats. Nous avons tout avantage à allier nos forces pour faire progresser nos économies », a déclaré le premier ministre.

Un auditoire d'investisseurs potentiels

C'est devant un parterre principalement économique et institutionnel que le premier ministre a présenté les grandes priorités du gouvernement du Québec en matière économique, dont le Plan Nord, la Stratégie maritime et le Plan d'action en électrification des transports. Il a également insisté sur l'importance de l'innovation comme facteur de croissance, et qu'en ce sens, la lutte contre les changements climatiques s'avérait une excellente occasion pour les entreprises de développer de nouveaux créneaux économiques.

Des rencontres économiques

Au cours d'entrevues avec le président de Confindustria Lombardia, Alberto Ribolla, le vice-président d'Assolombarda, Alessandro Spada, et Erica Corti, membre du Conseil de la Chambre de commerce de Milan, le premier ministre a également fait valoir les bénéfices du futur Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne.

« La rencontre d'aujourd'hui a pour objectif d'intensifier les relations commerciales entre la Lombardie et le Québec. Le récent Accord économique et commercial UE - Canada et les projets présentés par le premier ministre Couillard représentent en effet une grande opportunité d'investissement et de développement pour nos entreprises. De même, le savoir-faire, les compétences et l'innovation des entreprises lombardes s'insèrent parfaitement dans le cadre de l'Entente entre le gouvernement du Québec et la Région Lombardie en matière de recherche et d'innovation, signée en 2014. Cela permettra à de nombreuses PME lombardes, ainsi que pour les créneaux technologiques tels que la Lombardy Energy Cleantech Cluster et Ecotech Québec dans le cadre de la collaboration initiée en 2010, d'établir des collaborations fructueuses avec la province canadienne. L'entente bilatérale prévoit des collaborations dans le secteur manufacturier avancé, appliqué aux secteurs de l'aérospatiale, de l'agroalimentaire et des micro et nanotechnologies, tous des secteurs d'excellence de nos entreprises. Confindustria Lombardia, dans le cadre du projet [Internationalisation](#) prévu dans le plan stratégique #Lombardia2030, soutiendra les entreprises tout au long de ce parcours d'ouverture vers de nouveaux marchés », a ajouté le président de Confindustria Lombardia, Alberto Ribolla.

Le premier ministre a également rencontré le vice-président de Région Lombardie, Fabrizio Sala, afin de réaffirmer l'importance des relations politiques, économiques et institutionnelles entre le Québec et la Région Lombardie, qui est de loin la région la plus prospère d'Italie. Il s'est entre autres réjoui de la récente entrée en vigueur de l'Entente entre le gouvernement du Québec et la Région Lombardie en matière de recherche et d'innovation qui permettra la naissance de projets de recherche conjoints, contribuant ainsi à la mobilité des chercheurs et à la promotion de l'expertise tant québécoise qu'italienne.

« C'est un honneur pour Région Lombardie d'accueillir le premier ministre du Québec. En tant que conseil régional, nous croyons beaucoup aux relations bilatérales entre gouvernements régionaux, qui permettent de se concentrer sur des objectifs plus spécifiques par rapport aux relations entre gouvernements centraux. La collaboration entre régions du monde à l'avant-garde sur le plan de la production, de la recherche et de la formation est importante. C'est pour cela que la Lombardie et le Québec ont développé une relation institutionnelle qui se concrétise dans la réalisation de nombreux projets et missions afin de donner de l'impulsion aux collaborations existantes et d'identifier de nouveaux partenariats dans des secteurs de pointe tels les sciences de la vie, les biotechnologies, les technologies agroalimentaires, l'aérospatial, la photonique et le design », a mentionné le vice-président de Région Lombardie, Fabrizio Sala.

À propos de Confindustria Lombardia et de l'Assolombarda

La Confindustria Lombardia (Fédération des patronats de la Lombardie) est une organisation régionale qui représente plus de 15 000 entreprises lombardes, soit près du quart des entrepreneurs membres de la Confindustria nationale italienne. Elle rassemble les onze patronats du territoire lombard, dont l'influente Assolombarda qui regroupe les industriels des provinces

de Milan, Lodi, Monza et de la Brianza. La Confindustria est un acteur incontournable du paysage économique et institutionnel italien.

-30-

Mise en ligne : 25 janvier 2016